

CHAPITRE PREMIER

QUESTION MEXICAINE

Question mexicaine. — Ses antécédents. — Mentalité des gens de guerre. — Hostilité partielle. — La politique étrangère et la diplomatie. — Projet primordial. — Impossibilité de dévoiler le but à atteindre. — Hostilité étrangère inévitable. — Doctrine Monroe. — Erreurs historiques. — Considérations de M. de la Barreyrie. — Critique du livre de M. de Kératry.

Qu'était-ce donc que la question du Mexique, d'abord si petite en apparence et qui devait prendre de si grandes proportions ?

Depuis longtemps nous avons des difficultés avec ce pays aux antiques légendes, à l'origine mystérieuse, qui semblait toujours en état d'effervescence.

On étudiait avec curiosité son histoire depuis le jour de l'année 1519 où Fernand Cortez débarqua sur la plage sablonneuse d'où surgit alors la ville de Vera-Cruz, ainsi nommée parce que c'est là que le conquérant européen montra pour la première fois aux Aztèques « la vraie croix », qu'il porta ensuite avec la bannière de l'Espagne jusqu'au cœur de l'empire de Montezuma pour en faire une terre chrétienne et espagnole.

On suivait au travers des siècles les évolutions merveilleuses de la prospérité de cet admirable pays devenu un vice-royaume d'Espagne.

On restait surpris devant le coup d'audace qui, au nom de « Liberté », consacra ce que l'on appela l'indépendance du Mexique et qui ne fut, hélas ! que la décadence activée par la guerre civile.

On méditait avec une philosophie rêveuse sur les conséquences effectives, matérielles et morales, de cet état néfaste pour un peuple et qui valut à celui du Mexique tant de secousses intérieures et extérieures. Puisque, en outre des révolutions successives qui le bouleversaient, on voyait, en 1838, une escadre française bombarder et occuper Saint-Jean-d'Ulloa, l'avant-poste de Vera-Cruz, et en 1848, les troupes des Etats-Unis d'Amérique envahir purement et simplement le Mexique.

On étudiait avec la plus minutieuse attention les détails de cette campagne qui devenait pour nos chefs militaires une étude pleine d'enseignements.

Enfin, absorbés par l'émouvante réalité des événements du moment, nous suivions avec anxiété la marche lente et pénible de notre corps expéditionnaire qui nous semblait bien petit pour un pays si grand. Mais nous autres, gens de guerre, nous n'avions qu'à envier le sort, heureux ou malheureux, de nos camarades qui marchaient là-bas, sur les traces du conquérant espagnol. C'est à peine si on se demandait pourquoi ils étaient allés sur cette terre lointaine et si palpitante de souvenirs. Que nous importait, après tout, les raisons pour lesquelles le Gouvernement les avait envoyés ! Le soldat à qui la Patrie confie ses intérêts, sa défense, son honneur, n'a pas à demander pourquoi on lui dit d'aller même aux confins du monde. Cela n'est pas son affaire. Il n'a qu'à marcher d'abord, encore et toujours ; et tout donner pour répondre à la confiance que cette Patrie a mise en lui. Cette confiance doit le soutenir dans toutes ses épreuves et être la récompense de tous ses sacrifices.

Et puis, nous savions bien que si l'Empereur avait fait porter le Drapeau de la France au delà des mers, c'est qu'il y avait de justes revendications à soutenir, une grande cause à défendre ou un grand intérêt national à sauvegarder.

Du reste, nous savions alors qu'un de nos plus grands hommes d'Etat de l'époque, M. Guizot, cet ancien ministre de Louis-Philippe, qu'on ne pouvait taxer de sympathie

pour le gouvernement de l'Empereur, avait dit avec sa haute autorité et sa grande loyauté de caractère : « Cette expédition du Mexique est la plus grande œuvre du siècle ! » Pour le moment, cette appréciation suffisait à moi personnellement et à beaucoup d'autres aussi.

Cependant elle ne satisfaisait pas tout le monde en France et l'opposition gouvernementale d'alors ne faillit pas à son devoir de critiquer, d'entraver, de compromettre une entreprise dont le succès ne pouvait que porter très haut le prestige du gouvernement qu'elle voulait renverser. En tout cas, si c'était son droit de protester, cela ne l'était plus lorsqu'elle fut lancée et que les intérêts de la France étaient engagés, que son drapeau était déployé sur une terre ennemie ; et elle eut tort de faire tous ses efforts pour l'empêcher de réussir et surtout d'employer des procédés antipatriotiques pour faire échec au succès de nos armes et compromettre nos relations avec un gouvernement étranger, ainsi que nous en avons eu la preuve.

Je ne prendrai pas le souci de faire le procès de toutes les insanités, de tous les mensonges qui ont été débités alors par la parole ou par la plume ; il me suffira, j'espère, à mesure que les faits contradictoires se présenteront, d'en faire la confrontation pour montrer combien ils étaient regrettables.

Les politiciens se sont acharnés sur les déclarations fournies à l'opinion publique par le gouvernement, en les interprétant à leur point de vue d'hostilité quand même ; et pourtant ces déclarations étaient justes et sincères en ce qui concernait, au début, les revendications de la France ; mais on les dénaturait en dénonçant des mobiles secrets et inavouables.

Cette tactique n'était pas admissible car le gouvernement ne pouvait dévoiler toute sa pensée, ni faire connaître, *urbi et orbi*, l'ensemble de ses projets et le but final qu'il se proposait de poursuivre.

En effet, les grandes œuvres de la politique internationale

ne peuvent se préparer ou s'accomplir à découvert, avec la nudité que demande la vérité en tout autre ordre d'idées. Les hommes d'Etat qui les ont conçues doivent les conserver secrètes et en poursuivre mystérieusement la réalisation.

Aussi, pour couper les ailes aux diffamations ou aux faux jugements sincères ou non, qui ont alors tant troublé l'opinion publique, il est indispensable, au début de l'exposé de l'intervention française au Mexique, de formuler nettement et sans périphrases quelle était la pensée conçue par l'Empereur des Français et le but final qu'il voulait atteindre pour le plus grand intérêt, pour la plus grande gloire de la France, cette pensée et ce but qui n'avaient pas échappé à M. Guizot et l'avaient fait s'écrier qu'ils constituaient la plus grande œuvre du siècle.

Lorsque l'interminable question mexicaine, ce problème resté insoluble depuis tant d'années, fut remise en cause, l'Empereur conçut une idée, grande, élevée et patriotique; et, à partir de ce moment, il en poursuivit mystérieusement la réalisation avec cette froide tenacité qui le caractérisait. Cette conception était : « *La reconstitution, au Mexique, de l'ancienne Compagnie des Indes.* »

En formulant cette révélation, j'affirme que je n'invente rien !

Cette œuvre qui devait rouvrir pour la France une ère nouvelle de merveilleuse prospérité industrielle et commerciale, ne pouvait réussir qu'à la condition bien évidente d'être tenue absolument secrète et de ne devenir un fait accompli qu'à la suite de *combinaisons successives*, conduites avec la plus grande habileté diplomatique. Il en est ainsi de tous les grands projets à large envergure, à longue échéance, et qui doivent forcément soulever des oppositions, le plus souvent occultes, de la part des autres états plus ou moins intéressés, au double point de vue de la politique matérielle ou morale, à ce que l'œuvre ne réussisse pas. Aussi, les gouvernements personnels, ont-ils, à ce point de

vue de la politique étrangère tout au moins, un avantage considérable sur les autres.

Lorsqu'il y a quelques années, l'Angleterre posa un pied timide et discret sur la terre des Pharaons, elle se garda bien de faire connaître ou même de laisser soupçonner quel était l'objectif qu'elle comptait poursuivre et qu'aujourd'hui, elle a presque atteint; c'était exactement le même que nous voulions obtenir en Amérique dans des conditions bien plus légales du reste. Car l'Egypte est vassale du Sultan, tandis que le Mexique ne l'était de personne et avait la plus complète liberté morale et matérielle de se donner la forme gouvernementale qui lui plaisait.

En outre, depuis un long temps, l'Egypte avait non seulement accepté mais sollicité de la part de la France une sorte de protectorat moral et même matériel dans certaines conditions. En effet, la France entretenait dans ce pays des missions scientifiques de toute sorte et avait mis à son service des missions militaires importantes qui avaient relevé, reconstitué ses forces, organisé son armée, instruit son corps d'officiers. Elle avait enfin donné à l'Egypte une vie commerciale et une source économique merveilleuse en ouvrant dans ses steppes désertes la plus importante voie maritime artificielle qui soit au monde, le Canal de Suez, qu'elle donnait loyalement au transit de tous les peuples du globe.

Je dois ajouter qu'en agissant ainsi, Napoléon III ne faisait que poursuivre une œuvre comprise, rêvée et commencée, il y avait plus d'un demi-siècle, au nom de la République française, par son premier consul, le général Bonaparte.

Les Anglais violent donc les droits de tous les peuples en posant leur main sur cette propriété presque internationale. Tandis que, au Mexique, nous ne pouvions violer aucun droit acquis. Je dirai même que là encore, nous aurions ouvert une deuxième voie maritime intéressant l'univers entier, en faisant percer l'Isthme de Tehuantepec; et cela sûrement, tandis que plus tard, un autre Gouvernement

français échoua dans le percement de celui de Panama. Ce qu'il y a de plus singulier et qui est ignoré par le grand public français, trompé jadis par M. de Lesseps lui-même, c'est que ce canal interocéanique à ouvrir sur le territoire du Mexique, aurait été établi par une Compagnie américaine, dite *Compagnie Louisianaise du Tehuantepec*, qui en avait la concession régulière et absolue et avait déjà, en 1862, commencé les travaux ; on est obligé de reconnaître alors que dans la réalisation de cette grande entreprise se serait trouvé un élément matériel puissant qui aurait maintenu l'harmonieuse entente entre le Protectorat français au Mexique et le Gouvernement des Etats-Unis qui y devait trouver avant tout la satisfaction de ses intérêts.

Mais, quant à présent, je me borne à esquisser ces aperçus, nouveaux pour le plus grand nombre, car je reviendrai plus tard sur ces considérations en faisant connaître des projets d'un autre ordre qui confirmèrent ces combinaisons d'équilibre international conçues par le Gouvernement français, et je me reporte à l'attitude que celui-ci devait avoir en 1862, lorsqu'il entra, à la faveur des événements du moment, dans la voie qui devait le conduire à la réussite du projet que son chef nourrissait intérieurement en faveur de son pays.

Il est évident que si l'Empereur avait laissé deviner ses vues secrètes, l'Espagne qui avait créé le Mexique moderne, n'aurait pu accepter de voir la France établir son influence sur une conquête qui lui avait échappé ; l'Angleterre qui avait perdu son Empire colonial en Amérique et nous avait enlevé celui que nous avions fondé aux Indes orientales, se serait opposé par tous les moyens possibles au rétablissement de cet Empire dans les Indes occidentales. Enfin, il était certain que les Américains du Nord feraient tous leurs efforts pour nous empêcher de réussir ; d'abord parce qu'ils sentiraient leur amour-propre froissé par l'établissement, brutalement avoué, de la France dans ce Mexique qu'ils avaient envahi en 1847 mais qu'ils n'avaient pas voulu garder ; et ensuite parce qu'ils se croient obligés, avec l'orgueil

qui caractérise les peuples jeunes, d'appliquer et de faire accepter par tous les peuples du monde, cette fameuse doctrine, inventée à leur profit par un des leurs, le citoyen Monroë : « L'Amérique aux Américains. » Doctrine que, du reste, le plus simple bon sens leur refuse le droit d'application pour eux-mêmes. Car les Américains, les vrais, les seuls par droit de naissance, sont les Indiens que les Monroë d'aujourd'hui ont non seulement dépossédés mais encore massacrés avec une cruauté lente et méthodique incompatible avec les principes de la civilisation. Qu'ils rendent aux Sioux, aux Delawares, aux Mohicans, aux Apaches, aux Comanches et mille autres peuplades, les territoires de chasse que Dieu leur avait donnés, et ils appliqueront, seulement avec logique, la doctrine Monroë, telle qu'elle peut avoir raison d'être, en rendant l'Amérique aux Américains. Que les Yankees d'à présent retournent où sont nés leurs pères sur les bords de la Sprée ou de la Tamise.

Il importait donc à tout prix que Napoléon III ne laissât pas percer le moindre indice de ses desseins et suivit, pour arriver au but, les chemins détournés qu'exige la politique internationale.

Il faut reconnaître, du reste, pour rendre hommage à l'esprit de sage patriotisme du plus grand nombre des Français, que, dès l'origine et pendant la première partie de ce qu'on a appelé trop souvent depuis, une aventure, la masse de l'opinion publique accepta la question mexicaine avec les dehors que lui donnait le gouvernement. L'opposition d'alors seulement l'interpréta, avec ou sans connaissance de cause et, en tout cas, lui donna une couleur déplorable, mettant en relief des dessous financiers qualifiés de véreux, ce qui était faux dans la circonstance.

D'autre part, lorsque les événements de la fin de l'entreprise eurent donné un semblant de raison à la campagne menée pendant cinq ans par l'opposition, quelques écrivains ont pris la plume ; les uns avec une conviction honnête, loyale, mais insuffisamment éclairée ; les autres avec ce

parti-pris qui caractérise les ennemis irréconciliables par volonté. Dans la première catégorie de ces écrivains, je n'en vois qu'un ayant présenté assez exactement l'esprit dont s'est inspiré le Gouvernement de l'Empereur en prenant en main la solution de la question mexicaine ; c'est M. de la Barreyrie, ex-rédacteur du journal d'Orizaba (Mexique), qui a écrit, en 1868, l'histoire de la fin de l'intervention française et a fait précéder son ouvrage d'un exposé très sommaire de la question mexicaine.

En quelques lignes claires, précises et justes, il formule les buts que poursuivait la France en entreprenant cette expédition lointaine et aventureuse, il faut le reconnaître ; buts qui étaient variés mais dont la synthèse aboutissait à l'objectif unique conçu par l'Empereur, conservé secrètement dans son esprit prudent, et qui ne pouvait apparaître que quand il serait atteint. Mais, s'il n'a pas été réalisé, la cause en est à de nombreuses influences ou manœuvres qui ont étouffé dans l'œuf, pendant les évolutions successives de son incubation, le résultat qui devait naître.

Aussi, M. de la Barreyrie, en ne décrivant dans son livre que la fin lamentable de l'expédition, en ne montrant que ses résultats défavorables, sans rechercher comment on était arrivé à cette triste solution après avoir montré au début le but élevé poursuivi, a fait une œuvre incomplète. Il a négligé de saisir et de mettre en lumière les causes et les facteurs de cet insuccès, de préciser les responsabilités. En un mot, il n'a pas fait ressortir la philosophie et la morale de l'histoire.

Je dois reproduire ici les prémisses de son ouvrage, car elles traduisent exactement la pensée que put seulement faire connaître en 1862, le Gouvernement français et qui conduit à celle que conservait secrète l'Empereur Napoléon : « Reconstituer en Amérique la Compagnie des Indes, en laissant au Mexique son autonomie, consacrée et fortifiée par un Protectorat français. »

Dans l'avant-propos précédant son ouvrage (1), on lit :

« Il est de première importance, avant tout, de bien exposer la question mexicaine, en la précisant et en la présentant sous son véritable jour.

« La question du Mexique ne doit pas son origine au revifiment de principes caducs et qui n'ont plus leur raison d'être, ni à la réalisation d'idées surannées et que repousse la civilisation moderne.

« La résolution de l'intervention française n'a aucune connexité avec l'appel de l'archiduc Maximilien au trône du Mexique. Ces deux faits sont complètement isolés l'un de l'autre. En 1860, personne en France ne songeait à un envoi de troupes au Mexique. Cependant, dès cette époque, le parti conservateur mexicain, d'accord pour le moment avec le parti clérical, offrait les rênes du Gouvernement au frère de l'Empereur d'Autriche. »

J'appelle tout spécialement sur cette argumentation topique, l'attention des personnes qui ont fait un crime au Gouvernement français d'avoir été chercher l'archiduc Maximilien dans son château de Miramar où il vivait heureux et tranquille, pour le faire fusiller à Queretaro. Ce n'est pas la France qui a été chercher ce malheureux prince ; nous n'avons fait qu'accepter son désir de porter une couronne, fut-elle éphémère, car, ainsi que je le montrerai plus tard, la satisfaction de ce désir était conforme aux projets secrets de l'Empereur et devait être un des facteurs nécessaires à leur réalisation.

Je continue à citer l'historien de la Barreyrie :

« Dans le chapitre ayant trait aux causes qui ont déterminé l'expédition tripartite d'abord, isolée ensuite, il sera, je crois, prouvé jusqu'à l'évidence que nous n'allions faire ni les affaires de l'archiduc ni celles des cléricaux, mais bien les nôtres, sans perdre de vue celles du peuple mexicain et que si, par la suite, nous avons reconnu Maximilien comme Empereur du Mexique et pris des engagements avec

(1) *Révélation sur l'intervention française au Mexique de 1866 à 1867.*

lui, c'est qu'il remplissait toutes les conditions indispensables à cet effet. »

Ceci est net et catégorique ; Maximilien ne devait être, à nos yeux, qu'un moyen transitoire ; son Empire n'était dans nos combinaisons, qu'une des phases de notre entreprise ; j'ajouterai même que ce sentiment était tacitement aussi celui de l'archiduc Maximilien. Je le démontrerai plus tard.

Mais M. de la Barreyrie précise encore davantage :

« Quelle était donc la mission de la France, en allant au Mexique ?

« 1° Sauvegarder les intérêts de nos nationaux compromis par la versatilité, souvent le manque d'honnêteté, et plus souvent encore l'impuissance des gouvernements éphémères de ce malheureux pays ;

« 2° Assurer sa vie politique intérieure et extérieure par l'établissement et la consolidation d'un gouvernement régulier et établi ;

« 3° Affirmer la force et le prestige de la *race latine* en établissant sur une base inébranlable l'influence de la France en Amérique, afin d'arrêter l'envahissement anglo-saxon par le contre-poids de la différence des races et de l'opposition des intérêts.

« Telle était sûrement la mission de la France en intervenant au Mexique. Tel devait être le but que poursuivait le chef de son Gouvernement. »

Cela posé, on voudra bien reconnaître que le protectorat français appliqué au Mexique constituait la réalisation synthétique du programme formulé par M. de la Barreyrie et que ce protectorat, avec un nom plus moderne et des nuances constitutionnelles nouvelles, représentait absolument notre ancienne Compagnie des Indes avec tous ses avantages, aussi bien pour le pays qui en serait l'objet que pour celui qui devait en être le titulaire.

Mais, si pour appuyer les déclarations que j'ai formulées sur la pensée primordiale qu'avait conçue Napoléon III et

qu'il avait maintenue secrète, j'ai fait appel au jugement d'un historien résidant au Mexique qui, par sa profession de journaliste, suivait toutes les phases et les évolutions des événements et pouvait en découvrir l'esprit, je dois signaler aussi, pour en faire justice, les assertions différentes présentées avant lui par un autre écrivain qui étant, en quelque sorte, le premier à écrire sur cette entreprise mexicaine, a pu, à son aise, impressionner, je devrais dire fausser l'opinion. Cet écrivain qui a eu plus tard, en 1870-71, une notoriété d'un genre particulier, est M. de Kératry, le général en chef du Camp de Conly !

Je n'entreprendrai pas de réfuter ce long ouvrage rempli d'inexactitudes et de conclusions erronées, même de sous-entendus perfides.

M. de Kératry n'aurait pas dû, en 1867, écrire l'histoire maximilienne parce qu'il ne la connaissait pas ; *il ne l'avait pas vécue*. Il n'aurait pas dû formuler les appréciations radicales que contient son livre, parce qu'il ne possédait pas les éléments nécessaires pour juger sainement des événements, des situations complexes et embrouillées, une politique générale enfin, sur lesquels il n'avait pu *recueillir* que des fragments d'informations, provenant le plus souvent de sources non autorisées ou partiales.

Il n'aurait même pas dû écrire du tout, parce que pendant son séjour au Mexique, il n'a pas été en situation de voir suffisamment les événements principaux, d'en connaître les dessous et encore moins de les apprécier et de les juger. S'il est de bonne foi, s'il parle avec sincérité, ce que je veux bien admettre, il est étrange que ce lieutenant démissionnaire, qui avait débuté dans la diplomatie, ait pris comme base de ses appréciations, de ses critiques, les déclarations présentées dès le début par le Gouvernement français. Un diplomate accompli aurait compris qu'il fallait chercher le but véritable de l'expédition ailleurs que dans les indications données devant le monde entier, au début de l'entreprise.

Ces déclarations étaient vraies et sincères dans le moment

et conformes aux situations du début; mais elles n'avaient pour but que d'assurer la réussite des événements qui n'étaient que la préparation de ceux qu'on voulait faire naître, les voies et moyens nécessaires pour faire réussir la première phase de l'intervention au Mexique.

La tactique secrète adoptée par la diplomatie française devait suivre une ligne plusieurs fois brisée dont M. de Kératry n'a vu que le premier élément et l'a prolongé indéfiniment. Il s'est ainsi écarté promptement de la route à suivre et n'a plus compris alors les événements qui se succédaient sur un terrain politique inconnu de lui.

Je regrette de m'être étendu si longuement sur cette étude préliminaire de la question mexicaine que je crois juste parce qu'elle est la conséquence des événements qui se sont déroulés pendant les cinq années de l'intervention, presque toujours sous mes yeux et auxquels j'ai pris souvent une part plus ou moins directe; mais cela était nécessaire afin que le lecteur ne s'égaré pas dans le vague et qu'il voie bien que tout, dans les événements, concorde avec la conclusion que j'ai présentée par avance à l'égard du but poursuivi par l'Empereur des Français.

Je puis dès lors entreprendre l'exposé historique des négociations qui ont précédé les événements et des faits qui constituent la première période de l'intervention tripartite d'abord, puis ensuite, uniquement française.

CHAPITRE II

INTERVENTION DES TROIS PUISSANCES

Prodromes de l'intervention internationale. — Convention du 30 novembre 1861. — Attitude des trois puissances. — L'Espagne; le général Prim; le plan d'Iguala. — Convoitises de Prim. — Importance excessive du corps espagnol. — Déclarations françaises. — Riposte tardive de l'Espagne. — Convention du 23 octobre 1861. — Adhésions à la candidature de Maximilien. — Attitude de Santa-Anna. — Consentements de l'Empereur d'Autriche et du Roi des Belges. — Maximilien accepte la couronne. — Déception à Madrid. — Hostilité de la nation espagnole. — Hostilité des Etats-Unis. — Napoléon III négocie avec eux. — Projet extraordinaire du gouvernement de Washington. — Conséquences futures pour le Mexique. — Convention de Londres et les Etats-Unis. — Leur hostilité officielle. — L'Angleterre. — Convention de Londres. — Rendez-vous à la Havane. — L'Angleterre et la France arrivent ensemble. — L'Espagne occupe Vera-Cruz. — L'Angleterre et la France à Vera-Cruz. — Convention de Cordoba. — Article 3. — Les troupes montent à Orizaba. — Renforts français. — Prim entame la lutte contre l'action française. — Etat réel de la situation des partis au Mexique. — Réponses des puissances aux conditions de la convention de Cordoba. — La France les refuse. — Les autres puissances déclarent se retirer avec leurs troupes. — Notification au gouvernement mexicain. — L'amiral Jurien de la Gravière se replie. — Le général de Lorencez. — Affaire du Chiquihuite. — La guerre commence.

L'Angleterre, l'Espagne et la France avaient depuis longtemps des griefs sérieux contre le Gouvernement du Mexique et formulaient des revendications auxquelles ce dernier se refusait à donner satisfaction, sinon en principe du moins en fait. Devant ces atermoiements successifs, les trois puissances signèrent, le 30 novembre 1861, une convention afin d'intervenir en commun pour contraindre le Mexique à exécuter les obligations qu'il avait contractées et à nous donner